Les sciences humaines face aux mobilisations contre les études de genre

The human sciences facing mobilizations against gender studies

*Las ciencias humanas frente a las movilizaciones contra los estudios sobre las
cuestiones de género*

Anthony Favier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/38935>

DOI : 10.4000/assr.38935

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 75-84

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Anthony Favier, « Les sciences humaines face aux mobilisations contre les études de genre », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 184 | octobre-décembre 2018, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 17 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/38935> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.38935>

Anthony Favier

Les sciences humaines face aux mobilisations contre les études de genre

À propos de :

PREARO Massimo, GARBAGNOLI Sara, *La croisade « anti-genre »*. *Du Vatican aux manifs pour tous*, Paris, Éditions Textuel, 2017, 128 p.

KUHAR Roman, PATERNOTTE David (eds.), *Anti-gender campaigns in Europe*, Londres-New York, Rowman & Littlefield, 2017, 302 p.

Les premières polémiques publiques concernant le concept de genre ont éclaté en France, au premier semestre 2010, autour des manuels de sciences de la vie et de la terre¹ ou, de manière plus vive encore, en 2012-2013, en marge des mobilisations sociales contre la loi ouvrant le mariage aux couples homosexuels. À ce moment-là, la bibliothèque du chercheur en sciences humaines et sociales sur ces questions était peu fournie. Quelques blogueurs ou essayistes tâchaient, de manière assez isolée il est vrai, de comprendre la controverse lexicale ou idéologique ainsi que les mobilisations qui se jouaient autour de l'expression « théorie du genre/gender »². Mais il a fallu attendre les premiers colloques universitaires et les publications afférentes pour disposer d'une première génération de littérature scientifique aux standards universitaires (présentation publique de résultats, échanges critiques entre pairs et travail éditorial).

La constitution d'une littérature académique

Dans cette première génération (2014-2016), on retiendra principalement deux séries de publications à l'approche toutefois différente. Nous pouvons relever, d'un côté, les actes du colloque « Habemus gender ! Déconstruction

1. Ces manuels, adoptés par les premières ES et L, comportent un chapitre « masculin/féminin ». Des députés de la droite de l'hémicycle, dont Christine Boutin, accusent le Ministère de l'Éducation nationale Luc Chatel d'avoir fait entrer la « théorie du genre » dans l'enseignement secondaire.

2. Voir par exemple Favier, 2014. En outre, on peut citer les blogs « Ça fait genre » (www.cafaitgenre.org) animé par Anne Charlotte Husson ou « Penser le genre catholique » (www.penser-le-genre-catholique.over-blog.com), animé par l'auteur de ces lignes.

d'une riposte religieuse ». Ce dernier s'est tenu à l'Université libre de Bruxelles les 15 et 16 mai 2014. Les communications ont été retravaillées et publiées sous la forme de dossiers dans deux revues différentes en 2015 (en français; Patternotte, Piette, 2015) et en 2016 (en anglais; Bracke, Patternotte, 2016). Ce colloque réunissait, dans une université connue pour son attachement à la libre pensée et à la défense de la laïcité, des chercheurs anglophones et francophones particulièrement engagés sur le terrain des études de genre, des études féministes et de la défense des droits sexuels et reproductifs.

D'un autre côté, deux colloques, « Le genre, approches dépassionnées d'un débat » et « Au prisme du genre: corps, filiation, christianisme », qui ont eu lieu à l'Université catholique de Lille (les 28 et 29 septembre 2012) et à l'Université catholique de Lyon (les 30 et 31 janvier 2014), ont abouti à la parution d'un ouvrage intitulé *Penser avec le genre* (Legrand, Raison du Cleuziou, 2016). Co-dirigé par Hervé Legrand, un théologien dominicain, et Yann Raison du Cleuziou, un universitaire d'un établissement d'enseignement supérieur laïc, l'ouvrage est la conclusion des deux événements organisés par « Confrontations ». Cette association se compose « d'intellectuels chrétiens » soucieux de faire dialoguer les « différentes subjectivités » face aux problèmes contemporains³.

Ces travaux ont défriché le paysage d'une controverse qui questionnait au début des années 2010 un concept universitaire et ses possibles emplois sociaux. Ils ont posé les premiers éléments de compréhension de la controverse *ad extra* et *ad intra*. Ils se distinguent néanmoins d'une deuxième génération dont la parution se situe au tournant des années 2017 et 2018. Ces derniers se caractérisent par un travail de terrain plus étoffé (enquêtes, sociologie d'observation, entretiens, dépouillement de documents inédits) et une approche beaucoup plus « comparatiste », notamment à l'échelle européenne. Ils permettent d'élargir le cadre de compréhension du problème qui n'est pas seulement d'ordre intellectuel ou idéologique, mais bel et bien d'ordre politique. Deux parutions retiennent en particulier notre attention ici: *La croisade anti-genre* (Prearo, Garbagnoli, 2017) et *Anti-gender campaigns in Europe* (Kuhar, Paternotte, 2017)⁴.

Ces deux ouvrages approfondissent la perception du débat épistémologique. Il apparaît désormais que des acteurs religieux ont compris sur un mode déformé et polémique le concept de genre. Ils ont également contribué à l'apparition d'un nouveau type de mobilisations politiques qui participent au moment populiste que connaît l'Europe. Cette approche est d'autant plus novatrice que la recherche en sciences sociales perçoit souvent les sociétés européennes comme des sociétés globalement sécularisées, où les phénomènes religieux sont approchés à partir du paradigme de l'individu. Au contraire, ces deux ouvrages ré-articulent la compréhension des phénomènes religieux à l'analyse de la vie politique à travers l'étude de mobilisations.

3. Voir www.confrontations.fr.

4. Une traduction française de l'ouvrage vient de paraître chez les Presses universitaires de Lyon, dans la collection « SXS Sexualités », sous le titre de *Campagnes anti-genre en Europe. Des mobilisations contre l'égalité*.

Le Vatican comme prisme

Dans leur essai, Sara Garbagnoli et Massimo Prearo assument un point de vue situé sur la controverse. D'emblée, dans l'introduction, ils mettent en avant leur « participation au front de militant-e-s et de chercheur-e-s qui s'est constitué pour s'opposer au combat du Vatican contre les savoirs et les luttes féministes, des gays, des lesbiennes, des bisexuel-le-s, des transgenres, des personnes inter-sexes, des queers (LGBTIQ) » (Prearo, Garbagnoli, 2017 : 8). Les deux chercheurs récusent d'ailleurs la dichotomie « pro- » et « anti-genre ». Cette dernière reviendrait, selon eux, à ratifier les catégories et la vision du monde des acteurs auxquels ils veulent s'opposer. Dénoncée comme une « glu symbolique », la rhétorique « anti-genre » (adjectif employé dans leur ouvrage avec des guillemets) serait une stratégie discursive de disqualification. Dans le sillage des savoirs militants, les chercheurs déploient plutôt une critique politique des institutions catholiques :

Par un mélange d'ignorance stratégique et d'intérêt bien compris, le Vatican s'oppose au concept de genre en créant un genre à lui, un pseudo-concept [...]. Tout en se référant (mais de manière fallacieuse) à des théories, à des analyses et à des revendications bien réelles, ces expressions n'ont aucun sens théorique [...]. À ce genre [...] qu'il a lui-même inventé, le Vatican objecte sa propre théorie de l'ordre sexuel et sexué. Tout en mobilisant des références qui sont nouvelles [...] – l'égalité dans la différence, le « génie féminin », le déterminisme biologique, les « droits de l'enfant », le « nouveau féminisme » – cette théorisation ne constitue qu'une euphémisation pseudo-sécularisée, pseudo-scientifique et pseudo-féministe de son idéologie essentialiste traditionnelle et de ses ramifications sexistes, antiféministes, homophobes et transphobes (*ibid.* : 28-29).

Dans le détail, l'ouvrage se constitue en deux parties au contenu différent. La première, rédigée par Sara Garbagnoli, repose sur une analyse critique et généalogique des discours catholiques. C'est assurément la plus véhémence. La sociologue montre comment s'est organisée, dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, une opération de délégitimation par le Vatican des idées féministes et des droits LGBT. Des théorisations successives, parfois concurrentes ou contradictoires entre elles, ont été amalgamées dans différents syntagmes dépréciatifs, dont le plus connu est celui de « théorie du genre ». La partie synthétise, de manière factuellement juste, les éléments d'un récit désormais déjà bien connu par d'autres travaux. À partir de Rome, s'est diffusé un discours porté par une série d'organismes, comme la Congrégation pour la Doctrine de la foi et le Conseil pontifical de la Famille, mais également par des intellectuels organiques (Mary Ann Glendon, Dale O'Leary, Tony Anatrella) ou par des sociétés pieuses comme l'*Opus Dei*. Les thèmes développés dans la littérature catholique produite autour du genre se sont immiscés dans les débats des organismes internationaux comme les Conférences de l'ONU consacrées aux droits des femmes (Beijing 1995). Cette offensive s'en est

particulièrement prise aux savoirs féministes et LGBT dans la mesure où ceux-ci contestent l'idée que sexe et sexualité relèvent d'un ordre naturel. Le discours « anti-genre » serait en ce sens « réactionnaire » : « Il s'agit d'une réaction qui répond à une révolution théorique et politique et cette réaction s'exprime sous la forme d'un nouvel argumentaire visant à revenir à la vision naturaliste » (*ibid.* : 18-19).

La deuxième partie de l'ouvrage, rédigée par Massimo Prearo, se situe à une autre échelle d'analyse : celle de la France et de l'Italie. Le sociologue souhaite comprendre comment s'articulent la production d'un discours et les mobilisations politiques. Il rappelle, en effet, le décalage, noté dès les premiers colloques sur ces questions, entre les moments d'apparition de la littérature « anti-genre » (les années 1990) et les mouvements de contestation (les années 2000 et 2010). À partir d'une étude de terrain en Italie, le sociologue effectue une mise à distance des explications dominantes. Elles ont encore beaucoup recours au concept de « panique morale » diffusée et entretenue par les nouvelles technologies et les réseaux sociaux. Pour le sociologue, « avant d'avoir été une mobilisation de rue, la mobilisation "anti-genre" a été une mobilisation de savoir » (*ibid.* : 79).

Dans un premier moment que le sociologue qualifie d'« identitaire », l'institution a procédé à une mise à jour de ses discours concernant la sexualité et la différence des sexes. Elle a neutralisé leur aspect religieux devenu peu audible dans une société sécularisée. En pointant plutôt des risques « anthropologiques », des entrepreneurs politiques ont convaincu des fidèles que le catholicisme avait une valeur sociale. Ils les ont appelés à protéger une conception naturelle de la famille menacée par des idéologies présentées comme excessives. Cette étape précède de quelques années la mobilisation politique de nouveaux militants. Ils ont convergé dans des moments festifs et ponctuels. Ces deniers puisent quant à eux à un répertoire d'actions bien connu et maîtrisé comme les rassemblements du type des JMJ. Par exemple, en France, les mobilisations de 2012-2013 ont chronologiquement lieu quelques années après le lancement en 2005, par la Conférence des évêques, d'une série de réflexions sur les « différences structurantes », dont la différence homme-femme. Ce travail interne au catholicisme français est le prélude à un texte du psychanalyste Jacques Arènes, « La problématique du "genre" » (Arènes, 2006), largement diffusé par la suite. En Italie, le « Family Day » à Rome (31 janvier 2016) est également précédé par l'activisme, notamment dans les paroisses, de deux conférenciers : Gianfranco Amato, fondateur des *Giuristi per la Vita* (Juristes pour la Vie), et Massimo Gandolfini, président du collectif *Difendiamo i nostri figli* (Défendons nos enfants).

Si le lecteur se situe en empathie avec le postulat de méthode initial, l'ouvrage de Garbagnoli et Prearo recevra un accueil sûrement chaleureux. Il constitue un travail didactique, plutôt bien documenté et éclairant, qui donne assurément des clés de compréhension sur des controverses récentes. Pris dans une perspective plus large, et notamment celle du champ des sciences sociales du religieux, sa réception risque d'être toutefois plus difficile. En comprenant

le catholicisme par le haut et « par sa droite », les auteurs prennent le risque de le réduire à ce qu'il n'est pas totalement ou d'induire, dans l'esprit du lecteur, qu'il n'est que cela. Une note de Sara Garbagnoli rappelle que « l'Église n'est pas monolithique mais un champ défini et traversé de courants différents » (Prearo, Garbagnoli, 2017 : 27). Dans cet ouvrage, pourtant, la mise en récit ne permet pas de mettre toujours en lumière les jeux d'échelle, les réceptions nationales différenciées de l'offensive romaine et la valeur doctrinale différente des textes et des idées en circulation. Affirmer par exemple que « le Vatican se fait [...] le promoteur d'un mode de nationalisme sexuel qui lie hétérosexualité, chrétienté, blanchitude et identité nationale » (*ibid.* : 62), c'est réduire, de manière très rapide, la doctrine catholique à un nationalisme au contenu ethniciste porté par certains mouvements politiques d'extrême-droite. L'argumentation sur ce point néglige, par exemple, l'appel à l'accueil des migrants porté par le pape François dans le sillage de nombreux autres textes romains. La charge de la preuve s'effectue d'ailleurs, par moments, au prix de torsions lexicales, comme lorsque la famille « cellule de base de la société », formule topique de la doctrine sociale de l'Église, devient « cellule de base de la nation » (*ibid.* : 59) ou bien que les « racines chrétiennes de l'Europe » deviennent les « racines catholiques » (*ibid.* : 62). Enfin, des épisodes historiques particuliers, liés au franquisme ou au régime de Vichy (par exemple, *ibid.* : 33), servent également aux démonstrations en acquérant une valeur paradigmatique qui appellerait de nombreuses remarques de contextualisation.

De manière générale, le recours à d'autres travaux désormais disponibles aurait permis de renforcer la pertinence de nombreuses notations. Elles auraient pu être enrichies par des réflexions sur la façon dont une institution est capable d'amorcer le changement sur une temporalité plus large que celle des débats politiques contemporains (Cuchet, 2015). La déconstruction des catégories discursives romaines essentialistes et naturalistes n'est d'ailleurs pas l'apanage des forces progressistes ou des sciences humaines et sociales mais également, et cela est peut-être plus difficile à relever dans un essai à charge, de théologiennes ou de laïcs catholiques depuis plusieurs décennies (Amandier, Chablis, 2014 ; Soupa, Pedotti, 2010). Le catholicisme est traversé de courants que la méthode typologique, très utilisée pourtant dans les travaux de langue française (Portier, 2012 ; Dumons, Gugelot, 2017), permet d'éclairer sans recourir avec facilité au « Vatican » comme le sujet de nombreuses phrases.

Ce terme semble en effet désigner ici indifféremment l'État né des Accords de Latran en 1929 (le Saint-Siège) mais également la tête spirituelle du catholicisme romain en matière de doctrine (le Magistère). Si l'État du Vatican s'est mobilisé à travers les institutions internationales auxquelles il participe en tant qu'observateur (à l'ONU ou au Conseil de l'Europe par exemple), c'est surtout la dimension doctrinale qui a été mise en avant par l'institution. Elle a trouvé écho chez des fidèles qui sont également citoyens des pays où ils vivent. Une formulation trop rapide pourrait nourrir, chez un lecteur non avisé, un sentiment de conspiration où un acteur, d'autant plus hégémonique que mystérieux surtout s'il est religieux, parviendrait à tirer les ficelles des

vies politiques de nombreux pays. Difficile de négliger qu'il existe également des préoccupations, certes suscitées, instrumentalisées et catalysées par des entrepreneurs politiques, d'origine catholique mais pas seulement, dans les sociétés occidentales autour de la démocratie sexuelle. Cette tendance à voir le catholicisme en bloc – que l'expression « Vatican » entraîne nécessairement – peine parfois à rendre compte de la complexité sociologique, institutionnelle et politique de l'objet étudié. C'est peut-être le prisme italien d'une situation où le catholicisme se confond avec sa tête romaine.

La galaxie européenne anti-genre

L'ouvrage édité par Roman Kuhar (université de Ljubljana) et David Patternote (université libre de Bruxelles) approche de manière différente le même objet. Il est le fruit de deux séminaires rassemblant des chercheurs européens financés par la Fondation Friedrich Ebert (associée au SPD allemand). Ils se sont tenus à Budapest et à Bruxelles en 2015. Mais le livre assume une neutralité axiologique plus courante dans l'univers des sciences humaines et sociales. Il se caractérise par une approche comparatiste de grande qualité, qui en fera assurément un ouvrage de référence sur la question. Composé de 14 chapitres, dont 12 sont des monographies concernant un pays de l'espace européen (entendu au sens continental avec la Russie), il est en ce sens représentatif de cette deuxième génération de travaux qui reposent sur des études de cas croisées concernant les mobilisations anti-genre.

Dans le chapitre introductif, les deux auteurs rappellent que l'étude des mobilisations politiques contemporaines d'origine religieuse n'est en soi pas nouvelle en sciences sociales. Il existe des travaux depuis les années 1980-1990 sur l'*Alt-right* états-unienne, sur les mouvements anti-IVG ou anti-IMG ou bien encore sur les « guerres culturelles » propres au continent nord-américain. Néanmoins, jusqu'à très récemment, c'est-à-dire l'orée des années 2010, peu de travaux portaient spécifiquement sur l'espace européen. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce retard. Il existerait un aveuglement propre aux universitaires et observateurs. Ils n'étaient pas sensibles à la vigueur des oppositions contre l'égalité de genre et d'orientations sexuelles avant les grandes mobilisations en Europe de l'Est, en Italie ou en France. Ces dernières remettent en cause le récit jusqu'alors consensuel d'une Europe émancipée et émancipatrice. L'analyse nationale aurait également fonctionné comme une illusion, tout particulièrement en France : « Les mobilisations françaises contre le mariage homosexuel sont généralement comprises comme une autre exception française, occultant les points communs avec d'autres mouvements de résistance ailleurs, aussi bien que leur antériorité dans des pays comme l'Espagne, l'Italie, la Croatie ou la Slovénie » (Kuhar, Paternotte, 2017 : 4). Enfin, les travaux sur l'Europe se concentrent beaucoup sur les relations entre religion, genre et sexualité avec un intérêt particulier pour l'islam.

Du point de vue lexical et sémantique, l'ouvrage conforte le consensus actuel. Selon Roman Kuhar et David Patternote, « l'idéologie du genre » doit

avant tout être vue comme un « terme créé pour s'opposer aussi bien aux mouvements des droits des femmes et des LGBT qu'aux études déconstruisant l'essentialisme et les affirmations naturalistes sur le genre et la sexualité » (*ibid.* : 5). Ils en tracent également la généalogie en rappelant le rôle de Margaret Peeters, Dale O'Leary, Tony Anatrella, Gabrielle Kuby et Michel Schooyans. Les travaux de ces essayistes ont été diffusés massivement dans les milieux catholiques. Ils recoupent les préoccupations des enseignements de Jean-Paul II puis de Benoît XVI. On peut ainsi voir ces campagnes contre le genre comme un « projet de production d'un contre-savoir, qui se donne comme but de démanteler la recherche post-structuraliste dans les sciences sociales et les humanités en particulier » (*ibid.* : 6). L'« idéologie du genre » est ainsi décrite comme une menace d'ordre politique empruntant au registre conspirationniste : « Une sorte de complot cherchant à s'emparer du pouvoir pour imposer des valeurs déviantes et minoritaires aux personnes moyennes » (*ibid.*). Présentée enfin comme succédant au communisme auprès d'élites mal avisées, l'« idéologie du genre » a également pu être dénoncée comme une « colonisation » par le pape François, notamment à l'égard des pays en développement. Le terme rejoint enfin les thématiques plus récentes d'« écologie humaine » des autorités catholiques : une conception de la défense de l'environnement qui s'oppose au droit à l'avortement, aux techniques médicales d'aide à la reproduction et à l'extension des droits des personnes trans.

Mais, pour les deux auteurs, les campagnes anti-genre ne concernent pas que les milieux catholiques. La mobilisation « croise l'essor d'un populisme de droite en Europe, et, dans une moindre mesure, l'homophobie politique conçue comme un projet pour accroître le pouvoir de l'État » (*ibid.* : 9) tout particulièrement en Russie et dans les pays d'Europe de l'Est comme la Hongrie. L'ouvrage se donne ainsi comme but « de comprendre comment un concept académique comme le genre, lorsqu'il est traduit par une puissante organisation religieuse telle que l'Église catholique romaine, tout en croisant l'actuelle vague populiste en Europe, est devenu un outil mobilisateur et la cible de mouvements sociaux de masse » (*ibid.* : 16).

À la différence de *La Croisade « anti-genre »*, *Gender in campaigns* écarte une causalité trop univoque : « Il serait trompeur de supposer que les mobilisations nationales sont directement pilotées depuis un bureau romain » (*ibid.* : 12). De même, l'ouvrage ne réduit pas l'opposition au genre à une mouvance politique. Les campagnes anti-genre ne sont pas « la conséquence directe d'une vague populiste de droite, mais le basculement vers la droite renforce ces campagnes et leur fournit de nouveaux soutiens qui se sont approprié le concept d'« idéologie du genre » qui partage certaines des structures idéologiques avec l'idéologie populiste de droite » (*ibid.* : 13). Le contexte de dépression sociale et économique de l'après-crise de 2008 a pu en tout cas offrir une caisse de résonance particulière en Europe à ces mobilisations et aux idées diffusées par Rome.

Au terme de l'analyse de la situation dans 12 pays de l'espace européen (Autriche, Belgique, Croatie, France, Allemagne, Hongrie, Irlande, Italie,

Pologne, Russie, Slovénie et Espagne), que l'on ne résumera pas ici, les auteurs défendent l'idée, malgré des différences de contextes nationaux, d'une mobilisation anti-genre pouvant être désignée au singulier. On retrouve dans différents pays d'Europe des mouvements qui partagent plusieurs caractéristiques même si les chronologies varient : un répertoire commun d'action ; un discours d'opposition à la « théorie » ou « l'idéologie du genre » ; des stratégies similaires (événements colorés et festifs, discours séculiers et a-confessionnels de façade, stratégie de victimisation, mise en avant de l'enfance pour susciter des peurs morales, *lobbying* à différents niveaux) ; leurs cibles sont toujours les mêmes, à savoir les droits des personnes LGBT ou les droits reproductifs, les programmes scolaires d'éducation sexuelle ou les instituts d'études de genre.

Sur l'explication globale des phénomènes (*ibid.* : chapitre 14), Kuhar et Patternote mettent à distance plusieurs concepts interprétatifs pourtant très mobilisés dans la littérature scientifique existante. Par exemple, les notions de « contre-mouvement » ou de mouvements « conservateur » ou « réactionnaire » sont jugées herméneutiquement faibles pour expliquer l'ampleur des mobilisations. Ces concepts fonctionnent surtout dans un contexte états-unien. Mais, en Europe, « les mouvements anti-genre ne sont pas nécessairement une réaction directe à des campagnes massives ou influentes, mais ils peuvent être déclenchés comme une prophylaxie, un moyen de prévention pour ralentir le développement de demandes spécifiques » (*ibid.* : 254), comme en Russie, par exemple, où toute avancée a été bloquée par le gouvernement en ce qui concerne les droits LGBT. Plus qu'un retour de forces anciennes, les deux auteurs voient dans ces mobilisations quelque chose d'inédit. Elles participent à des dynamiques proprement contemporaines : « Ces mobilisations sont formées par de nouveaux discours et de nouvelles formes d'organisations dans lesquelles des acteurs conservateurs établis et des nouveaux-venus cherchent à atteindre, au-delà de leurs cercles traditionnels, des publics plus larges » (*ibid.* : 272).

Enfin, les notions de « polarisation » ou de « guerres culturelles », très mobilisées dans l'étude des mouvements américains, notamment dans la description de la genèse de la *Christian right*, souffriraient également d'une forme de manichéisme : « Ces notions n'emprisonnent pas seulement les mobilisations dans des catégories binaires, mais sous-entendent souvent des considérations normatives sur les acteurs, tombant dans et renforçant en sus une série d'oppositions binaires telles que le bien contre le mal, le moderne contre l'ancien et ainsi de suite. De telles oppositions nous empêchent de comprendre la division interne de chaque camp, de même que les divers positionnements à l'extérieur ou en leur sein » (*ibid.* : 254). Une telle prévention est salutaire. Elle garantit la possibilité d'une audience plus large de ce travail, même dans un milieu confessionnel, et garantit sûrement une approche plus nuancée du champ politique et religieux.

*

**

À partir d'un objet d'étude commun, nous avons ici deux approches qui ne se recoupent pas totalement. Pour Garbagnoli et Prearo, les institutions catholiques ont habilement suscité des polémiques anti-genre pour re-signifier une doctrine de l'ordre sexuel qui était en crise. Elles ont permis, avec un relatif succès, de trouver des nouveaux débouchés politiques pour une doctrine décrite comme intrinsèquement réactionnaire et nationaliste. Pour Kuhar et Patternotte, les autorités religieuses catholiques ont mis en circulation des outils intellectuels qui ont été utilisés par des forces politiques populistes. Elles y ont trouvé des échos à leurs propres préoccupations ou ont reconnu dedans un fonctionnement idéologique en accord avec leur projet politique. Malgré des différences de contextes nationaux, la mobilisation anti-genre peut donc être abordée de manière unifiée car les modalités d'action et de discours et les stratégies politiques sont globalement communes.

Entre ces deux analyses, nous souscrivons peut-être davantage à la seconde qu'à la première, même si, rappelons-le, ces deux ouvrages n'ont pas les mêmes objectifs intellectuels, n'ont pas les mêmes moyens, ne reposent pas sur les mêmes bases d'analyse et ne visent pas forcément les mêmes publics. Le premier a une visée plus militante, alors que le second vise plutôt un monde de chercheurs et souhaite acquérir un statut de référence. Les deux livres témoignent, en tout cas, de la vitalité et de l'intérêt pour cet objet d'étude, qui était encore peu abordé dans la littérature académique il y a une dizaine d'années. On ne peut qu'espérer qu'ils appelleront encore d'autres travaux permettant de multiplier les données empiriques et d'affiner les outils d'analyse.

Anthony FAVIER
Académie de Créteil, Lycée Samuel de Champlain
 anthony.favier@live.com

Bibliographie

- AMANDIER Maud, CHABLIS Alice, 2014, *Le Dénî, enquête sur l'Église et l'égalité des sexes*, Montrouge, Bayard.
- ARÈNES Jacques, 2006, « La problématique du “genre” », *Documents Épiscopat*, 12-4, p. 3-18.
- BRACKE Sarah, PATERNOTTE David (eds.), 2016, « Habemus gender! The Catholic Church and “Gender Ideology” », *Religion & Gender*, 6-2. [En ligne]. <https://www.religionandgender.org/580/volume/6/issue/2/>.
- CUCHET Guillaume, 2015, « “Thèse” doctrinale et “hypothèse” pastorale. Essai sur la dialectique historique du catholicisme à l'époque contemporaine », *Recherches de Science Religieuse*, 4-103, p. 541-565.
- DUMONS Bruno, GUGELOT Frédéric (eds.), 2017, *Catholicisme et identité. Regards croisés sur le catholicisme contemporain (1980-2017)*, Paris, Éditions Karthala.
- FAVIER Anthony, 2014, « Les catholiques et le genre », in Bereni L., Trachman M. (eds.), *Le genre, théories et controverses*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « La Vie des idées », p. 45-59.
- KUHAR Roman, PATERNOTTE David (eds.), 2017, *Anti-gender campaigns in Europe*, Londres-New York, Rowman & Littlefield.
- LEGRAND Hervé, RAISON DU CLEUZIOU Yann (eds.), 2016, *Penser avec le genre. Sociétés, corps et christianisme*, Paris, Artège Lethielleux, coll. « Confrontations ».
- PATERNOTTE David, PIETTE Valérie (eds.), 2015, « Habemus gender! Déconstruction d'une riposte religieuse », *Sextant*, 31, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- PORTIER Philippe, 2012, « Pluralité et unité dans le catholicisme français », in Béraud C., Gugelot F., Saint-Martin I. (eds.), *Catholicisme en tensions*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 19-36.
- PREARO Massimo, GARBAGNOLI Sara, 2017, *La croisade « anti-genre ». Du Vatican aux manifs pour tous*, Paris, Éditions Textuel.
- SOUPIA Anne, PEDOTTI Christine, 2010, *Les pieds dans le bénitier*, Paris, Presses de la Renaissance.